

L'Espagne et la Catalogne plongées dans l'incertitude

LE RÉSUMÉ

Le président catalan Carles Puigdemont, fort du résultat du référendum, veut **proclamer l'indépendance de la Catalogne**. Il appelle à une médiation internationale.

Madrid **rejette le référendum**. Mais le gouvernement central espagnol, qui a mal géré cette crise, n'a **d'autre choix que le dialogue**.

VINCENT GEORIS

Rien n'arrête la Catalogne dans sa course vers l'indépendance. Alors que les relents d'affrontements de la veille entre la Garde civile et la foule s'élevaient des rues de Barcelone, le président catalan Carles Puigdemont annonçait qu'il proclamerait, lundi ou mardi, l'indépendance de la Catalogne. Cet acte est prévu par la loi sur le référendum voté le 6 septembre dernier.

Madrid rejette en bloc le référendum frappé d'illégalité par la Cour constitutionnelle. L'Espagne pourrait perdre une région de 7,5 millions d'habitants, représentant un

cinquième de son PIB. Le pays est désormais plongé dans une zone d'incertitude pouvant déboucher sur la violence. Ou le dialogue.

La violence a montré ses travers. Les milliers de policiers dépêchés par Madrid n'ont pas suffi à décourager plus de 2,26 millions de personnes de voter en faveur de l'indépendance. Selon Carles Puigdemont, la victoire du «oui» est acquise à 90% des suffrages exprimés, tandis que 42,3% des électeurs Catalans se sont rendus aux urnes.

Le Premier ministre Mariano Rajoy (Parti populaire) a perdu la bataille. Malgré le dispositif policier, il n'est parvenu à fermer que 4% des bureaux de vote.

L'échec de Rajoy est, avant tout, moral. Devant le monde entier, la Garde civile a chargé les gens se rendant aux urnes. Plus de 900 personnes, parfois âgées, ont été blessées par des policiers distribuant coups de matraques et tirant des balles en caoutchouc. «Los Messos», les policiers régionaux, restent fidèles à la région catalane.

Illégal, voir bancal, le référendum n'en est pas moins validé par l'écho que les violences policières ont eu dans le monde.

Madrid acculée au dialogue

Que va-t-il se passer dans les prochains jours? Le gouvernement espagnol pourrait suspendre l'autonomie de la Catalogne, dissoudre son gouvernement et la placer sous tutelle, comme le prévoit la Constitution espagnole en cas de sédition.

Rajoy aurait dû prendre cette décision – inédite dans l'histoire de l'Espagne – avant le référendum, au lieu d'envoyer la police contre les électeurs et en faire des martyrs. Suspendre l'autonomie de la Catalogne aujourd'hui enflammerait encore plus la rue.

Les partenaires socialistes (PSOE et Podemos) de Rajoy pourraient déboulonner le Premier ministre. Mais ils sont trop opposés à l'indépendance de la Catalogne que pour provoquer «une crise dans la crise».

Dos au mur, le gouvernement espagnol se voit contraint de nouer un dialogue avec les indépendantistes. Mariano Rajoy, qui a reçu lundi les chefs de file du Parti socialiste et de la formation centriste Ciudadanos, s'est dit prêt à étudier les propositions des autres mouvements pour sortir de la crise.

Puigdemont a appelé hier à une médiation internationale, se tournant vers l'Europe. *«Il ne s'agit pas d'une affaire intérieure. Il est évident que nous avons besoin d'une média-*

tion», a-t-il déclaré. Mais l'UE fait la sourde oreille. La France, l'Allemagne et les Pays-Bas ont apporté leur soutien à Mariano Rajoy.

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a appelé au «dialogue», sans condamner les violences policières ni soutenir les indépendantistes. Il a répété que le référendum est illégal et qu'il s'agit d'une «question interne» à l'Espagne. Le président du Conseil européen Donald Tusk a appelé Rajoy à éviter l'escalade de violence.

La crise se joue aussi à Bruxelles. Sur le plan politique, l'Europe verse dans le camp de Madrid. Les trois institutions européennes, le Parlement, la Commission et le Conseil, sont dirigées par le PPE, la première famille politique, dont est membre Mariano Rajoy. En outre, une reconnaissance par l'UE du processus d'indépendance en cours en Catalogne risquerait d'enclencher un «effet domino» sur des régions comme l'Écosse et la Flandre.

«Il ne s'agit pas d'une affaire intérieure. Il est évident que nous avons besoin d'une médiation.»

CARLES PUIGDEMONT
PRÉSIDENT DE LA CATALOGNE

Barcelone se prépare à la grève générale

REPORTAGE
ISABELLE PIQUER
À BARCELONE

Quelques fleurs aux portes de l'école Ramon Llull en plein centre de Barcelone pour rappeler les incidents de la veille. C'est ce qui restait hier des affrontements survenus entre forces de l'ordre et militants nationalistes, lors du scrutin organisé par le gouvernement catalan pour demander l'indépendance. Le Llull est l'un des centres dans lesquels se sont produits des heurts particulièrement violents, relayés sur les médias sociaux et qui

ont beaucoup marqué l'opinion publique catalane.

À midi, répondant à l'appel de plusieurs organisations nationalistes, les Catalans sont sortis à la porte de leurs bureaux pour protester contre les débordements de la police. En costume cravate, les employés du siège de CaixaBank, l'une des plus grandes banques espagnoles, étaient si nombreux qu'ils ont bloqué, le temps de quelques feux rouges, la Diagonal, l'une des principales artères du centre-ville.

Barcelone essayait de vivre hier un lundi comme un autre. Mais ce n'était pas facile. À la terrasse des cafés, bondés en cette belle matinée

d'automne, la conversation revenait inexorablement vers le même sujet: que va-t-il se passer maintenant? *«Tout le monde est très choqué par ce qui est arrivé, mais je trouve qu'avant de prendre des décisions, on devrait tous se calmer un peu»,* disait Joan, un étudiant de droit qui partageait une salade avec un copain de fac.

La capitale catalane se préparait à vivre une autre grande journée de mobilisations. Les syndicats et les deux grands mouvements indépendantistes, l'Assemblée Nationale Catalane (ANC) et Omnium, ont appelé à faire la grève mardi pour protester contre l'attitude de Madrid.

Dans les hôtels, les touristes, ceux qui font la richesse de la ville, avaient déjà reçu des avis de possibles perturbations pour circuler dans la ville. *«Je vais rester chez moi et éteindre la télé»,* assurait Jaume, un architecte décorateur qui vit dans El Born, l'un des plus vieux quartiers de Barcelone. *«Que gagnons-nous à protester une fois de plus? Je ne vois vraiment pas où va nous mener tout ça.»*

«Avant de prendre des décisions, on devrait tous se calmer un peu.»

UN ÉTUDIANT

BOURSE CHUTE DES BANQUES CATALANES

Le référendum d'autodétermination en Catalogne a également agité la Bourse de Ma-

drid. Alors que les autres indices européens ont clôturé en hausse ce lundi, l'**Ibex 35 a lâché 1,21%**, largement entraîné par la chute du secteur bancaire. Les deux principales banques catalanes, Caixa Bank et Banco de Sabadell, ont perdu 4,43% et 4,53%. Les

autres groupes espagnols ont aussi été malmenés, mais dans une moindre mesure. Sur le marché obligataire, l'**écart entre le taux espagnol à 10 ans et le Bund allemand s'est agrandi** jusqu'à plus de 126 points de base, soit son plus haut niveau depuis la mi-juin.



La Catalogne n'est pas la Flandre

La victoire du «oui» en Catalogne donne-t-elle des vapeurs indépendantistes à la N-VA? Le président du parti nationaliste, Bart De Wever,

s'est aligné hier sur les revendications des Catalans, en appelant au dialogue et en dénonçant les violences policières. Jan Peumans, le président du Parlement flamand, a rappelé sur les ondes de la RTBF le «credo» de la N-VA. «*Nous sommes pour une Flandre indépendante.*»

Ce «barnum» ne veut pas dire que la N-VA a les moyens de porter dans l'espace politique belge le dé-

bat de l'indépendance de la Flandre comme le font les partis catalans. «*Il y a un parallélisme entre les nationalistes catalans et flamands. Ce qui se passe en Catalogne ne fait que renforcer la détermination de la N-VA*», dit Benoît Rihoux (UCL), professeur au Centre de science politique et de politique comparée. «*Mais je ne m'attends pas à un développement de la stratégie de la N-VA similaire à ce qui*

se passe en Catalogne.» Pour le politologue, «*il est impossible que la N-VA puisse diriger seule le jeu en Flandre, comme le font les partis indépendantistes en Catalogne.*» En outre, le parti flamand ne bénéficie pas de soutien populaire suffisant, «*la question de l'indépendance étant passée au second plan en Flandre.*» Enfin, il serait impossible de régler la question de Bruxelles par un référendum. **V.G.**

«Il est impossible que la N-VA puisse diriger seule le jeu en Flandre comme le font les partis indépendantistes en Catalogne.»

BENOÎT RIHOUX
POLITOLOGUE À L'UCL